



LIENCOURT, DÉSORMAIS REBAPTISÉ,

« LE CP GUERNICA »

Cet établissement devient le symbole brûlant de la tragédie qui sévit dans nos territoires, où la pénurie de personnel s'abat tel un ouragan destructeur.

Un exemple frappant de ce chaos généralisé, où cinquante membres du personnel manquent à l'appel, entraînant une surexploitation des personnels présents. Les équipes de roulement sont décimées à un point tel qu'elles ne peuvent même pas couvrir les 12 postes de nuit pour certaines d'entre elles.

Le décompte des heures supplémentaires est ahurissant, certains agents vont effectuer plus de 70 heures sur le seul mois de juillet. Et ce, malgré les tentatives « compréhensibles » mais néanmoins dénonçables de mise en place forcée d'un mode dégradé par la direction locale. Malgré la sollicitation des postes fixes et la modification des services, on se retrouve avec des situations inadmissibles, nos collègues sont dans l'obligation de faire des ouvertures et des appels avec seulement deux agents par bâtiment.

Dans cette atmosphère délétère, les trafics et les violences en détention prolifèrent, comme en témoignent les trois agressions récentes contre le personnel.

Comment pouvons-nous tolérer que les parloirs soient tenus par seulement 3 agents au lieu de 5 ? Pourquoi fermer le PCC sur certains services ? Pourquoi forcer des personnels épuisés à travailler à 11 la nuit ? CES QUESTIONS RESTENT SANS RÉPONSE, SANS EXPLICATION ANTICIPÉE NI PAR LA HIÉRARCHIE NI PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES SUR PLACE...

Face à cette situation intolérable, **FO Justice** exige que le mode dégradé s'applique également au planning de bâtiment, car faute de personnel, les mouvements doivent être réduits. **CQFD !**



Nous demandons également que la direction interrégionale lance un appel à mise à disposition pour prêter main forte à nos collègues Liancourtois ! Sur l'échelle du désespoir, **Liancourt figure tout en haut de classement.**

En outre, **FO** Justice exige que le Centre Pénitentiaire de Liancourt soit priorisé pour les postes des futurs sortants d'école et lors de la prochaine campagne de mobilité.

EN MATIERE DE SÉCURITÉ ENFIN, bien que l'idée d'intervenir en amont des projections soit entendable, nous ne pouvons tolérer que nos collègues soient potentiellement mis en danger. Les agents, non formés, non habilités, et non armés, n'ont rien à faire dans le glacis le week-end.

La mise en place d'ELSP est indispensable si on veut répondre efficacement à ces questions, mais sous deux conditions essentielles : un apport en effectif supplémentaire et une révision conséquente de l'organigramme de l'établissement.



Enfin, nous saluons l'initiative de la direction locale d'émettre des lettres de félicitation pour les agents qui ont travaillé dans ces conditions difficiles en juin. Cependant, cela ne suffit pas. Nous devons aller plus loin, des demandes de témoignages de satisfaction pour les personnels qui, malgré cette période sombre, restent présents et dévoués, afin que cet établissement ne sombre pas définitivement.

Cette situation critique, où les agents luttent quotidiennement pour maintenir un semblant de fonctionnement dans des conditions insupportables, appelle une action urgente et concertée de la part de toute la chaîne hiérarchique.

Il est temps que les autorités prennent des mesures concrètes pour résoudre cette crise et assurer la sécurité et le bien-être du personnel....

FO JUSTICE SE TIENT DEBOUT POUR DÉFENDRE LES DROITS ET LA DIGNITÉ DES PERSONNELS PÉNITENTIAIRES ET EXHORTE LES RESPONSABLES À AGIR RAPIDEMENT ET AVEC COMPASSION POUR REMÉDIER À CETTE SITUATION DÉSASTREUSE.

Le 20 juillet 2023,
L'UISP **FO** Justice des Hauts de France

